

Revenu minimum garanti

comparer les motifs invoqués par mes mandants à ceux des années antérieures. Mais sans l'ombre d'un doute, il s'agit du plus haut taux d'inflation que le pays ait jamais connu.

Il existe bien des types de régimes de pensions ainsi qu'un programme d'assurance-chômage. Ceux-ci posent de nombreux problèmes aux travailleurs. J'ai reçu un grand nombre de lettres de personnes qui ont pris leur retraite il y a quelques années. Leur pension se fonde sur le salaire qu'elles recevaient à la veille de leur retraite. A cause de l'érosion du dollar et du coût élevé de la vie, elles ne peuvent conserver le niveau de vie qu'elles avaient par le passé. Les personnes qui prennent leur retraite aujourd'hui sont dans une meilleure position. Celles qui ont pris leur retraite il y a dix ans gagnaient \$200 par mois tandis qu'aujourd'hui elles prennent leur retraite avec un salaire de \$500 par mois. Les premières désirent savoir pourquoi il n'existe pas de moyen de modifier le régime de pensions de façon qu'elles puissent atteindre également le niveau de vie des pensionnés de fraîche date. Elles ne désirent pas une indexation sur le coût de la vie. Voilà en quoi consistent les demandes de ces gens-là.

● (2030)

L'assurance-chômage est sur la sellette parce que, dit-on, des abus ont été commis. Ceux qui formulent ces critiques sont les gens qui payent. Les frais de tous les programmes de sécurité sociale en vigueur aujourd'hui tels que le bien-être, l'assurance-chômage, les pensions et même les allocations familiales doivent être acquittés par quelqu'un. Ce ne serait pas si mal si ces programmes remplissaient leur rôle. On dit aux jeunes qui sortent de l'école avec une instruction: «Maintenant que vous avez de l'instruction, vous pouvez faire ce que vous voulez, occuper n'importe quel emploi et avoir une carrière fructueuse.» Ils obtiennent un emploi. Les salaires sont maigres. On effectue de grosses retenues sur leur chèque de paie pour les fins de l'impôt sur le revenu et de l'assurance-chômage.

D'après ses porte-parole, le gouvernement a abaissé l'impôt sur le revenu. Les cotisations d'assurance-chômage s'ajoutent aux impôts que ces gens doivent payer. Ils regardent leur chèque de paie et se demandent: Pourquoi travaillons-nous? Il nous reste à peine de quoi vivre. Nous ne pourrions jamais nous acheter une maison. Apparemment, nous sommes beaucoup plus pauvres que nos parents et nos grands-parents ne l'étaient car eux pouvaient s'acheter des maisons. Quelles possibilités avons-nous d'acheter une maison aujourd'hui vu le prix élevé des terrains et le coût de la construction?

C'est ainsi qu'ils remettent en question l'éthique du travail d'une façon qui ne nous plaît pas beaucoup. Ils se disent: Pourquoi travailler? Pourquoi ne pas profiter de tous les programmes qui nous permettraient de vivre? Je n'ai pas vraiment besoin de travailler. Ainsi, dans son ensemble, le système n'atteint pas son objectif. Nous parlons d'un revenu annuel garanti. Je ne pense pas que nous devrions parler d'un revenu annuel garanti distinct du reste. Je pense que nous devrions également parler de l'emploi garanti. Nous ne voulons certainement pas instaurer des programmes qui apprennent aux gens à ne pas travailler.

Nous avons établi un programme d'assistance sociale administré à divers niveaux du gouvernement. Il ne plaît pas beaucoup à bien des gens mais je préfère croire que de nos jours, personne au Canada ne serait laissé pour compte. Dans de nombreux cas, des personnes dans le besoin doivent profiter de l'assistance sociale. Comme les

[M. Whittaker.]

gens ont leur fierté, ils ne veulent pas se résigner à ce genre de choses. Si nous établissions les emplois garantis et les salaires annuels garantis, nous pourrions nous passer de l'assistance sociale. Abandonnons l'assistance sociale. Pensons plutôt à offrir des garanties aux personnes âgées, aux infirmes et à ceux qui ne peuvent pas travailler; non pas aux gens qui ne veulent pas travailler, mais à ceux qui ne peuvent pas travailler. Ceux qui acquittent les frais de ces programmes, surtout les jeunes qui entrent à peine dans le monde du travail, ne sont pas dupes. Ils voient ce qui se passe. Ils voient grandir la bureaucratie. Ils se rendent compte des frais élevés qu'exige la mise en œuvre de tous ces programmes. Ils se rendent également compte que ces derniers ne fonctionnent réellement pas. Beaucoup de personnes ne reçoivent pas ce à quoi elles ont droit en vertu de ces programmes.

Si on pouvait réduire les frais élevés de cette bureaucratie, si on pouvait simplifier l'administration, peut-être pourrait-on tirer quelque chose d'utile de ces programmes. Pour l'instant, il semble qu'un service ignore ce qui se passe dans l'autre. Parfois même, on y est tout à fait indifférent. Prenons par exemple le Régime de pensions du Canada. Je reçois des tas de lettres de maîtresses de maison qui ne peuvent profiter de ce régime, de personnes qui reçoivent moins que d'autres, de personnes qui n'ont pas acquis suffisamment de droits pour être vraiment aidées par le régime. Nous devrions examiner tous ces programmes, en commençant par ceux du bien-être social et de l'assurance-chômage, pour essayer d'établir un système qui répondrait mieux à nos besoins. Je termine en disant qu'en aucune circonstance, nous ne devrions faire quoi que ce soit qui contribue à détruire l'éthique du travail au Canada.

M. Chas. L. Caccia (Davenport): Monsieur l'Orateur, lorsque des parlementaires débattent la question de la pauvreté et des programmes d'assistance sociale, ils finissent toujours par rechercher des améliorations et de meilleures méthodes. Il serait étonnant qu'il en soit autrement puisque, quoi qu'en disent les cyniques, hommes et femmes se lancent dans la politique active par souci d'améliorer l'état de la société. C'est en fait à cela que se résume le présent débat.

On a dit bien des choses à propos de la pauvreté sur notre continent. Des tonnes de rapports ont été écrits sur le sujet. Un comité du Sénat a récemment fait enquête là-dessus. Il existe sûrement d'autres formes de pauvreté qui n'ont rien d'économique. Il y a la pauvreté due à l'isolement ou à l'insuffisance des qualités de vie qui n'a peut-être aucun rapport avec le bien-être économique. Si nous nous limitons au problème restreint de la pauvreté considérée du point de vue économique, nous pouvons la retrouver dans bien des régions du Canada, à la fois rurales et urbaines. On peut la trouver dans les milieux les plus inattendus. Examinez le cas des hommes ou des femmes qui ont travaillé toute leur vie dans le domaine de la construction, dans une usine ou dans un milieu malsain et qui, à la fin de leurs années de travail, mettons vers 50 ans, se rendent compte qu'ils ne peuvent plus continuer à effectuer un travail rémunérateur à cause des conditions difficiles dans lesquelles ils se trouvent et qui refusent fièrement toute forme d'assistance publique.

● (2040)

La pauvreté peut également se rencontrer parmi les victimes d'un accident ou les malades chroniques, notamment les personnes qui ne peuvent plus continuer à soutenir leurs familles. Elle se rencontre également parmi les